Cycle d'économie – Attac Paris 12

DECROISSANCE : UN GROS MOT ?

(20 janvier 2009)

Introduction

Déjà en 1972 le Club de Rome avait sonné l'alerte avec son rapport « Halte à la croissance ». En 2005 le rapport du millénaire des Nations Unies sur les écosystèmes estimait que 60 % des écosystèmes du monde étaient déjà dégradés ou utilisés de façon non viable. Le Club de Rome ne tenait compte que de l'épuisement des ressources naturelles. Aujourd'hui se rajoute le réchauffement de la planète. Diviser par quatre nos émissions de CO_2 d'ici 2050 (objectif affirmé par la France) et avoir une croissance de 2 % par an semble totalement illusoire. Osons donc poser quelques questions iconoclastes. La croissance est-elle indispensable ? Y a-t-il une relation entre croissance et bien-être ? Sans croissance, comment résorber le chômage ? Faut-il renoncer au progrès ?

LA CROISSANCE

Croissance et bien-être

Remarquons d'abord l'absence de corrélation entre croissance et bien-être. La croissance est mesurée par le PIB (produit intérieur brut). Celui-ci chiffre « la valeur de la production de biens et de services sur le territoire national ». De nombreux économistes, dans différents pays, ont comparé les évolutions du PIB avec celles d'autres indices (bien-être économique, santé sociale, développement humain, indicateur de progrès réel, etc.). Ces comparaisons ne laissent aucune place au doute. Dans les pays développés l'écart entre l'accroissement du PIB et l'amélioration du bien-être ne cesse de s'élargir. Aux Etats-Unis, en 30 ans le revenu réel par habitant a augmenté de 50 % mais l'indice d'évaluation du bonheur a diminué. Si l'on compare les niveaux de vie des Américains et des Européens ([1]) la moitié de l'écart disparaîtrait si l'on tenait compte du bien-être. Avec une croissance de 2 % par an nos descendants auraient en 2100 de quoi acheter 6,3 fois plus de biens et de services. Cela se traduira-t-il par du bien-être ?

Croissance et progrès

Des produits bientôt indispensables

Les produits nouveaux sont des produits dont personne n'avait besoin hier mais dont personne ne pourra se passer demain. A titre d'exemple des costumes à régulation thermique qui compensent les écarts de température et rendent inutiles pardessus et cache-nez. Ils sont sur le point d'être commercialisés. Un blouson – téléphone (les composants sont dispersés dans le vêtement) existe déjà. La domotique est en pleine effervescence. De sa voiture, avant d'arriver chez soi, on peut mettre le four en route. De son travail on peut vérifier le contenu de son réfrigérateur pour savoir ce qu'on pourra manger ce soir. Sont mis au point des tissus hydratants, amincissants, dépolluants, anti-stress, euphorisants, etc.

Des produits potentiellement dangereux

[1]() Sont pris en considération dans cette étude quatre grands pays (France, Allemagne, Italie, Royaume Uni) et huit petits (Autriche, Belgique Danemark, Finlande, Pays-Bas, Norvège, Suède, Suisse).

La course aux produits nouveaux conduit à les diffuser avant que leur innocuité ne soit établie. C'est seulement maintenant que se posent les interrogations sur celle des téléphones portables. Les produits alimentaires sont irradiés sans que mention en soit faite. Pourtant des études scientifiques établissent qu'ils peuvent être cancérigènes. Que dire des OGM dont des nuisances consécutives aux modifications génétiques peuvent n'apparaître qu'aux générations suivantes ? Le pire est à venir avec les nanopuces déjà utilisées. En 2005, 10 milliards de dollars ont été dépensés pour la recherche et le développement de ces produits mais seulement 400 millions, soit 0,4 %, pour la recherche de leurs effets secondaires. Or elles sont dangereuses au plan de la santé car elles sont cancérigènes et capables de franchir les barrières corporelles. Elles sont aussi dangereuses au plan sociétal car elles permettent de surveiller les personnes à leur insu. En mars 2007 le Comité national d'éthique (CCNE) a lancé une mise en garde contre les nanopuces.

Des palliatifs

Nombre de produits nouveaux ne servent qu'à corriger les tares d'une société matérialiste entièrement axée sur la consommation individuelle. Au Japon, aux Etats-Unis et maintenant en Europe sous l'impulsion de Bruxelles les recherches s'orientent sur des robots capables non seulement de détecter des émotions sur son propriétaire, mais encore d'y réagir par des manifestations de joie, de colère, d'ennui, etc. N'y a-t-il pas là le symptôme d'une société déshumanisée où l'on demande à des robots de pallier à l'isolement des individus ?
L'obésité devient un danger sanitaire dans les sociétés développées. Heureusement l'on met au point une bactérie pouvant être introduite dans le circuit digestif et capable de manger les graisses et d'empêcher de grossir (900 millions de personnes dans le monde ne mangent pas à leur faim). Décidément on n'arrête pas le progrès.

Des produits dommageables

Il est courant de prétendre que les techniques d'information et de communication ouvrent la voie à un « développement durable ». Mais les PC contiennent non seulement des matériaux polluants, mais également des matériaux toxiques. Les appareils électroniques sont bourrés de métaux lourds et leur obsolescence, suivie de mise au rebut, est de plus en plus rapide.
Les technologies de l'information sont gourmandes en énergie. Au niveau mondial elles ont autant contribué en 2007 au changement climatique que le trafic aérien. Google implante ses nouveaux centres de données aux latitudes qui seront le moins touchées par le réchauffement climatique vu la quantité d'énergie nécessaire pour refroidir les batteries de ses serveurs.
Un écran plasma consomme autant d'électricité que six postes de télévision (un milliard et demi de personnes n'ont pas l'électricité).
Une partie importante des innovations consiste à rendre jetables des produits qui ne l'étaient pas. Il ne s'agit pas que de gaspillage. La destruction de ces « déchets » est génératrice de coût et de pollution.

POURQUOI DES PRODUITS NOUVEAUX ?

Depuis les temps ancestraux, des produits nouveaux, il y en a toujours eus. La différence, aujourd'hui, tient à leur profusion et à la rapidité de leur implantation et de leur obsolescence. La multinationale américaine 3M s'oblige à ce que 30 % de son chiffre d'affaires proviennent chaque année de nouveaux produits. Le téléphone a mis trente sept ans aux Etats-Unis pour atteindre 10 millions de foyers, le PC sept ans et Internet quatre ans.

L'innovation

Créer un nouveau produit c'est échapper à la concurrence. Etant libre d'en fixer le prix cela permet d'en tirer des profits maximums. Lorsque la concurrence apparaît un avantage commercial n'en

demeure pas moins suite à la notoriété acquise et à l'implantation déjà obtenue. Les pays soutiennent les entreprises dans cette démarche en favorisant « l'innovation » par des avantages fiscaux et en incitant les universités et la recherche publique à se mettre à la disposition des entreprises commerciales.

La demande

Il ne suffit pas de créer des produits nouveaux. Il faut en susciter le besoin. Le matraquage publicitaire est fait pour cela. 500 milliards de dollars sont dépensés annuellement dans le monde dans la publicité. Ce n'est pas suffisant. Il faut encore « préparer les cerveaux » à recevoir les messages d'incitation. Tel est le rôle dévolu à la télévision selon Patrick Le Lay, alors PDG de TF1 : « Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible… A la base le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit».
Lorsque les consommateurs ne veulent pas de l'innovation on l'impose subrepticement. Les lobbies industriels ont réussi à empêcher l'étiquetage des produits « OGM », irradiés ou contenant des nanopuces. Dit autrement : le consommateur arbitre est une fiction. On ne lui donne pas le choix lorsqu ce choix risque d'être contraire aux intérêts industriels et financiers.

L'utilité

Il est donc clair que les produits nouveaux ne sont pas destinés à satisfaire un besoin ressenti. Ils répondent à des objectifs mercantiles. Et que l'on ne dise pas qu'ils promeuvent le progrès. Il a fallu créer dans les pays démocratiques des comités d'éthique et imposer un principe de précaution pour s'assurer que certains de ces produits ne contreviennent pas à la santé, à la sécurité ou tout simplement au bien-être. Or les comités d'éthique ne disposent ni d'un poids politique, ni de moyens d'expertise comparables, même de très loin, à ceux des multinationales. On a pu le constater concernant les OGM dont les rapports fournis à ces comités n'ont même pas pu, sous prétexte de secret commercial, être diffusés publiquement. Quant au principe de précaution son application reste à l'état virtuel. Lorsque les assurances refusent de prendre en charge les dégâts que peuvent causer des centrales atomiques ou des OGM, cela en dit long sur la question.

Le bien-être matériel

La croissance du bien-être matériel n'a pas entraîné la croissance du bien-être mental ainsi qu'en témoignent les consommations effrénées de drogues, anxiolytiques, antidépresseurs et somnifères.
Il est tout aussi difficile de prétendre que la croissance du bien-être matériel a renforcé la cohésion sociale et la solidarité. Bien au contraire. La société de consommation engendre un individualisme qui s'étend aux aires géographiques. L'Italie du Nord ne se veut plus solidaire avec celle du Sud, la Catalogne avec l'Andalousie, la Flandre avec la Wallonie, la Bavière avec les Länder de l'Est.

LA SOCIETE DE CONSOMMATION

Dès lors que ceux de base sont assurés, les besoins relèvent du domaine social et culturel. C'est par rapport à son voisin et à sa position dans sa catégorie sociale que chacun évalue son degré de satisfaction. Philosophes et sociologues ont depuis longtemps souligné la contradiction entre bien-être objectif et bien-être subjectif. La société de consommation mise sur cette ambivalence. Il y a un plaisir ostentatoire à bénéficier d'un produit nouveau ou d'une possibilité inédite. Mais ce privilège est de courte durée car il fait tache d'huile et il faudra bien se distinguer à nouveau. Cet enchaînement n'a donc pas de limite. La société de consommation s'est développée à la conjonction de cette pulsion, du développement de la science et d'une finance avide de profits. Malheureusement cette fuite en avant est porteuse de dangers considérables.

Une course contre la montre

Etre le premier à mettre sur le marché un produit nouveau déclenche une course contre la montre qui s'avère particulièrement néfaste. Elle entraîne une pression intolérable sur le personnel. Les suicides dans les technocentres de Renault et de Peugeot en témoignent. Elle contraint, et ce n'est pas le moins grave, à mettre sur le marché des produits bien avant que leur innocuité ait pu être établie.

L'individualisme

La concurrence ne se limite pas aux entreprises entre elles. Pour être compétitive l'entreprise l'impose à ses salariés. C'est la concurrence de tous contre tous. Avec la mondialisation la concurrence s'est même étendue aux nations. Mais au final c'est toujours le travailleur de base qui en supporte les dégâts. L'idéologie libérale prétend alors que chacun est responsable de soi. C'est ainsi que les chômeurs sont responsables de leur sort : « Des générations entières sont dans l'obligation de prouver leur excellence pour avoir le droit de ne pas être chômeur ». La société n'existe plus en tant que telle. Elle n'est qu'un agrégat d'individus. Cette négation de la société en tant qu'entité indépendante et ce concept de responsabilité individuelle sont d'autant plus facilement acceptés que l'aspiration de chacun à s'approprier des biens matériels est à la base même du fonctionnement de la société de consommation.

La violence

Les produits nouveaux et chers procurent un avantage ostentatoire à leur propriétaire. Ce privilège se diffuse progressivement à partir des couches les plus aisées. Ce qui suppose une société inégale. Mais comment sont supportées ces différences par ceux qui précisément sont en bas de l'échelle, sans le moindre espoir d'être invités au banquet ?

Le plus souvent la société de consommation n'est pas contestée. En banlieue on plébiscite les chaussures et les blousons de marque. Faute d'une intégration dans l'économie légale se développe une économie parallèle. La rage d'être exclus de la société de consommation s'exprime dans la dévastation périodique de ses symboles.

L'islamisme radical représente une autre forme de contestation. La société de consommation désintègre les collectifs. L'individualisme qu'elle développe détruit les communautés. Accumuler des biens devient l'alpha et l'oméga du but dans la vie. L'islamisme radical réhabilite la communauté. Il donne également un sens à la vie. Mais en même temps il défie par la violence cette « civilisation ».

Il est utopique de croire qu'on pourra mettre fin à la violence dans une société d'inégalités profondes axée sur la consommation de biens matériels.

La croissance « durable »

Penser que la croissance peut être durable, c'est-à-dire infinie, est une absurdité. Nous vivons sur une terre qui s'est révélée « finie ». Les pays développés occupent déjà par individu une empreinte écologique ([2]) trois à quatre fois supérieure à ce que la Terre peut supporter et les pays en développement s'engouffrent sur leurs traces.

Liberté d'entreprendre ou liberté de choisir ?

Ce n'est pas nous qui décidons ce que nous consommerons et par conséquent comment nous vivrons demain. C'est dans le secret de leurs laboratoires que les multinationales nous concoctent leurs innovations et les produits, aujourd'hui inconnus, que nous consommerons demain. C'est par la publicité qu'elles nous les imposeront. Nous les adopterons par désir ostentatoire, mimétisme ou tout

[2]() Empreinte écologique : quantité de surface nécessaire pour satisfaire les besoins.

simplement parce qu'ils amélioreront notre bien-être matériel sans que soient pris en considération les dégâts écologiques de la planète qui en découleront. Pas plus qu'il ne nous sera laissé le choix de décider si ce sont vraiment ces produits que nous souhaitons au détriment d'autres considérations telles que notre santé ou la faim dans le monde. En 2006 les multinationales des pays développés ont dépensé environ 760 milliards de dollars dans la recherche et développement. En début d'année les prévisions de dépenses publicitaires mondiales pour 2008 étaient évaluées à 700 milliards de dollars. Seulement un dixième de ces dépenses publicitaires suffirait à assurer l'éducation, la santé la nutrition et l'accès à l'eau potable pour tous dans les pays pauvres.

Il s'agit à ce niveau d'un déficit démocratique abyssal concernant le mode de vie que nous souhaitons. Mais il y a pire. Les libéraux prétendent que la liberté individuelle est sauvegardée car chacun est libre de consommer, ou pas, les produits proposés. Encore faut-il que les consommateurs disposent de l'information minimale. Pourquoi la présence de produits OGM n'est-elle pas signalée sur l'étiquette comme la demande en avait été formulée ? Pourquoi, en France, l'irradiation de plus de 30.000 tonnes d'aliments ([3]) est-elle autorisée et réalisée dans six usines agréées, sans que ce traitement ne soit signalé sur l'étiquette ? Pourquoi le gouvernement refuse-t-il l'obligation d'étiqueter les produits grand public contenant des nanoparticules ainsi que cela avait été décidé démocratiquement dans le Grenelle de l'environnement ? La réponse est simple. C'est pour ne pas compromettre les bénéfices des multinationales. Parce que si les consommateurs étaient informés, massivement ils n'achèteraient pas ces produits.

DECROISSANCE

LA CRISE ECOLOGIQUE

Décroissance est peut-être un terme qui choque. Ses contempteurs l'utilisent pour prétendre qu'elle nous ramènerait à l'âge de pierre alors qu'il s'agit seulement d'instaurer un autre paradigme de société dont l'alpha et l'oméga ne se réduirait pas à l'accumulation de biens. Mais peut-être faut-il justement un mot qui choque pour faire prendre conscience que croissance et durable sont deux termes incompatibles.

La nécessité écologique

Deux facteurs écologiques, à eux seuls, imposent un changement de paradigme : l'épuisement des ressources non renouvelables et le réchauffement de la planète. Cependant certains pensent que la science permettra de surmonter ces obstacles.

Ainsi pour contrer le réchauffement de la Terre des savants, et pas des moindres, avancent des propositions comme placer une constellation de sondes-parasols entre le soleil et la terre, injecter un écran de plusieurs centaines de milliers de tonnes de soufre dans la stratosphère, ensemencer les océans de particules de fer pour accroître le plancton qui absorbe le CO_2, stimuler le plancton (dans le même objectif) en mélangeant les eaux profondes avec les eaux de surface à l'aide de batteries d'ascenseurs. Pour chacune de ces propositions d'autres savants ont mis en évidence les effets secondaires qui en rendraient l'application dangereuse pour ne pas dire catastrophique.

Les énergies alternatives sont censées pallier à l'épuisement des ressources fossiles. Cependant beaucoup d'entre elles mobilisent des terrains soit parce qu'elles remplacent les dérivés du pétrole par

[3]() Parmi eux les herbes aromatiques séchées, les épices, les crevettes importées, les légumes et fruits secs, etc.

des cultures ou plantations végétales, soit par leur positionnement. Or les terres cultivables font partie, elles aussi, des limites imposées par la finitude de la planète. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas développer les énergies alternatives mais signifie qu'elles ne peuvent être une solution que conjuguées à une diminution de l'énergie utilisée dans le monde.

Les alternatives

La montée des prix des matières premières et agricoles qui a eu lieu entre avril et septembre 2008 est un avertissement et non un accident. Elle s'est traduite par 75 millions de personnes supplémentaires ne mangeant pas à leur faim, qui se rajoutent aux 850 millions déjà existantes. A défaut de changement de paradigme la rareté des matières premières se traduira par une aggravation des couches les plus défavorisées de la planète. Inévitablement cela créera des émeutes et de l'instabilité. C'est là que s'imposera le populisme associé à une politique sécuritaire encore renforcée.
Le réchauffement de la planète ajoutera ses méfaits à ceux de l'épuisement des ressources. La désertification de certaines régions et l'augmentation du niveau des océans provoqueront des migrations massives qui accentueront encore dans les autres pays les mesures sécuritaires.

En d'autres termes.
Soit on continue comme si de rien n'était. Mais plus les solutions seront tardives et plus elles seront coûteuses. Si elles sont prises dans le cadre de la société de consommation elles répondront à des choix purement individualistes et seront tranchées en fonction de rapport de forces. On devine ce que cela donnera.

Soit on décide d'aborder le problème démocratiquement. Dès lors que l'épuisement des ressources et le réchauffement de la planète seront l'objet de ce débat collectif le premier problème sera celui de la croissance : quelle croissance voulons-nous ? On s'apercevrait bien vite alors que c'est moins la création de produits nouveaux qui serait souhaitée par tous que l'amélioration du bien-être. Ainsi la priorité de la recherche serait moins de se mettre au service des industriels ([4]) que de s'orienter vers des progrès dans la santé, les logements, les énergies alternatives, les économies d'énergie, etc. Immanquablement apparaîtrait aussi le désir de réduire les inégalités.

Dans un rapport publié en octobre 2007 le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a établi quatre scénarios correspondant à quatre modes de développement : 1) libéral, 2) étatique, 3) sécuritaire, 4) social et écologique avec démocratie participative. Sa conclusion est que seul le dernier scénario est capable de lutter contre la crise écologique.

ECOLOGIE ET SOCIAL

C'est donc le scénario « social et écologique avec démocratie participative » qu'il nous faut promouvoir. Les obstacles pour agréger ces deux revendications ne sont pas minces. Ils trouvent leur origine dans l'histoire.

Historique

Le mouvement social

Il s'est structuré parallèlement au développement de la société capitaliste, elle-même édifiée sur les progrès des techniques et des sciences. Les revendications portaient sur de meilleurs salaires, une limitation de la durée du travail et une contestation du machinisme créateur de chômage. Lorsque l'amélioration du niveau de vie de tous fut patente le mouvement ouvrier intégra le progrès technique

[4]() Aujourd'hui les universités et les institutions de recherche fondamentale ont leurs dotations de l'Etat amoindries pour les contraindre à être financées par les entreprises et donc à orienter leurs recherches dans le sens d'intérêts privés

comme facteur d'amélioration. Ce que le communisme russe a pu exprimer sous la forme « le communisme, c'est les Soviets plus l'électricité ».
Cependant après 1968 la CFDT a mis en cause le système productiviste en s'interrogeant sur la finalité du travail (le travail pour faire quoi ?) et les conditions de travail (le travail, comment ?). Mais le marasme consécutif aux chocs pétroliers des années 70 et la montée du chômage ont balayé ce type de revendication dans le mouvement ouvrier.

Le mouvement écologiste

La naissance de l'écologie peut être située dans les années 1970 avec le rapport du Club de Rome. Il annonçait les limites en ressources de la terre et préconisait une croissance zéro. Il s'est rajouté entre temps le réchauffement de la planète. Le mouvement écologiste longtemps cantonné dans le domaine associatif s'est ensuite doté d'une expression politique. La diffusion de ses idées dans l'opinion publique, notamment suite à la parution de travaux scientifiques, a poussé la plupart des partis politiques, de droite comme de gauche, et quelques syndicats catégoriels à en intégrer des éléments.

Les obstacles à une symbiose

Les deux courants de pensée, le social et l'écologique, plongent non seulement dans une histoire différente mais se situent dans des optiques et des espaces de temps totalement différents. Le social concerne une catégorie de la population, l'écologique le milieu et l'espèce humaine. Le social opère dans l'immédiateté, l'écologique dans le futur. Si concurrence entre eux il y a, les handicaps de l'écologie sont alors évidents. Deux facteurs contribuent à les amplifier.

La finance mondiale fonctionne sur le court terme. L'horizon des multinationales est le trimestre. Leurs résultats sont publiés trimestriellement. S'ils ne répondent pas aux attentes le cours de leurs actions en Bourse chute. L'incompatibilité est totale avec l'horizon à long terme de l'écologie.
Les prescriptions écologiques ont un coût. Les multinationales luttent pied à pied contre de telles contraintes. Elles jouent aussi sur la mobilité de leurs implantations pour imposer dans chaque pays un moins-disant écologique aussi bien que social.

L'emprise de la finance sur l'économie a provoqué un chômage de masse avec pour conséquence une perte de combativité des salariés. La dégradation de l'emploi et des conditions salariales a placé le mouvement syndical en position défensive. Les générations futures ne représentaient alors pas une priorité..

Des voies contradictoires

Les forces de contestation, sociale et écologique, opèrent donc dans des champs différents. Leurs revendications peuvent paraître contradictoires. La finitude des ressources naturelles et le réchauffement de la planète dû à l'action de l'homme n'impliquent-ils pas une décroissance dans les pays développés ? Mais inversement la croissance n'est-elle pas indispensable pour y supprimer le chômage ? Pour surmonter cette contradiction écologistes et syndicats se livrent à des contorsions difficiles en parlant de croissance durable ou de croissance soutenable. Cela satisfait l'esprit mais ne correspond certainement pas à l'urgence écologique qui est de mettre un frein immédiat au réchauffement de la planète.

Les dégâts écologiques et sociaux

Le protocole de Kyoto destiné à lutter contre les changements climatiques a été rédigé en 1998 et a été ratifié à ce jour par 172 pays. Aujourd'hui, soit dix ans plus tard, il faut bien constater que ses objectifs, bien que minimalistes, ne seront pas atteints. Même l'Europe, pourtant la mieux disposée à tenir compte des impératifs écologiques, n'y parviendra pas. La nécessité du court terme imposée par

la finance et la concurrence issue de la mondialisation libérale ne permettent pas une vraie prise en considération de la sauvegarde environnementale.

Mais ces mêmes facteurs jouent aussi contre le social. La concurrence des pays à bas salaires et les délocalisations créent le chômage et exercent une pression sur les salariés et sur les salaires. Les mêmes causes produisent des effets à la fois au social et à l'écologique.

Un autre paradigme

Le modèle économique en vigueur évince le social et l'écologique. Mais le sociétal, lui aussi, est sacrifié. Qu'est donc cette société qui prône l'individualisme et nie la solidarité ? Est-il acceptable que 80 % des richesses mondiales produites se trouvent entre les mains de 16 % de la population ? Et que 50 % de la population mondiale ne dispose à eux tous que du 1 % des richesses ? Est-il acceptable qu'en France plus de deux siècles après la Révolution français qui proclamait « Liberté, Egalité, Fraternité », la distance entre un RMIste et un patron du CAC 40 soit aussi importante que celle qu'il y avait entre le serf et le seigneur ? Est-il acceptable que ce soit une infime minorité de personnes dans le monde qui décide, unilatéralement, à quoi serviront les progrès de la science et ce que nous consommerons demain ?
Le scénario préconisé par le PNUE lie à juste titre le social, l'écologique et une démocratie qui ne soit pas un faux semblant.
Mais comment y arriver ?

LA CONVERGENCE

Une convergence qui n'est pas inéluctable

La convergence des mouvements sociaux et écologiques n'a rien de naturel. Leur histoire et leur imaginaire sont totalement différents et les contradictions entre eux ne manquent pas. Elles sont largement exploitées pour la défense des intérêts capitalistiques.
Le coût des mesures écologiques menacerait l'emploi est l'argument majeur. Faux bien sûr puisque les novations écologiques sont justement créatrices d'énormément d'emplois. La Commission européenne estime à 1.000 milliards d'euros le marché mondial des biens et services environnementaux.
Pour le mouvement social la lutte contre le chômage passe par la croissance. Mais le chômage peut aussi être éliminé par le partage du travail.
Inversement souvent les écologistes préconisent des mesures restrictives, par exemple monétaires, sans se soucier des répercussions qu'elles pourraient avoir sur les ménages les plus modestes.
Or il n'y a jamais qu'une seule solution pour résoudre un problème. Au lieu de s'enfermer dans leurs imaginaires historiques les mouvements écologiques et sociaux feraient mieux de s'accorder sur des revendications et créer un rapport de forces pour les imposer.

Car l'alternative est effrayante. Les progrès sociaux ne sont pas assurés. Bien au contraire depuis « les trente piteuses » ils sont en recul constant. Par contre les conséquences du réchauffement de la terre sont certaines. Les plus pauvres les subiront de plein fouet car les riches auront les moyens de s'en protéger. Très vraisemblablement des « régimes forts » seraient alors mis en place pour parer aux éventuels désordres sociaux. Ces régimes, de par leur nature, favoriseront en outre l'augmentation des inégalités.
La convergence du mouvement social et du mouvement écologique n'est donc pas automatique mais elle est impérative si l'on veut assurer le succès de l'un comme de l'autre. Cela passe par l'action politique.

Le levier politique

Les avancées sociales relèvent de décisions politiques. Ce qui ne signifie pas que les actions dans la sphère réelle ne sont pas utiles, voire indispensables. L'énorme majorité des avancées sociales ont commencé par être acquises grâce à la lutte de travailleurs dans des entreprises. Pour ne prendre qu'un exemple la troisième semaine de congés payés a été obtenue par les ouvriers de Renault avant d'être généralisée par la loi.

Il en est de même concernant les décisions et comportements que nous imposent les impératifs écologiques. Beaucoup relèvent de réglementations politiques, entre autres ce qui concerne la pollution ou la production industrielle et immobilière. Les actes de la vie quotidienne de chacun ne sauraient cependant être négligés. D'une part l'urgence écologique impose de mettre immédiatement en œuvre tout ce qui est possible afin de freiner le réchauffement de la planète et diminuer l'empreinte écologique dans les pays développés. D'autre part ces modifications individuelles de comportement sont aussi la preuve de la prise de conscience du problème et participent par là même à la prise de décisions politiques. Il faut cependant être conscient que les actions individuelles dans les pays développés, très minoritaires, ne peuvent freiner que marginalement le réchauffement de la Terre et l'épuisement des ressources, alors que ces processus ont déjà atteint une ampleur insoutenable.

Le levier politique est donc absolument nécessaire pour l'édification d'une société de justice sociale et de respect de l'environnement. Mais aujourd'hui les forces de l'argent dominent la politique, et pas seulement la politique, mais aussi, entre autres, les médias, l'information, le mode de formation des « élites », etc., de sorte qu'elles réussissent, quoique très minoritaires, à se maintenir au pouvoir ou à l'orienter envers et contre toute logique. D'où la difficulté à édifier une société répondant à des critères différents des leurs.

Ces difficultés sont telles qu'elles ne pourront être surmontées que par l'alliance des mouvements sociaux et écologiques. Chacun de ces mouvements peut puiser dans une grande variété de mesures pour atteindre ses objectifs. Il est indispensable que le choix effectué tienne compte non seulement de ses objectifs propres mais aussi de l'incidence qui en résulterait dans le domaine de son partenaire. Il se trouve (mais est-ce un hasard ?) que nombre de revendications se situent dans la vision de l'un comme de l'autre et peuvent donc être portées de concert.

La diminution du temps de travail

La diminution du temps de travail est une revendication historique constante du mouvement social, par ailleurs justifiée par les progrès de la technique et de la productivité. Aujourd'hui elle s'impose pour supprimer le chômage. Les libéraux prétendent que le partage du travail n'est pas possible. Mais il existe déjà. Simplement il se fait entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. Il n'y a pas d'autre problème à résoudre que la formation professionnelle. Ce n'est pas hors de portée.
Cette revendication historique du mouvement social est totalement en phase avec la lutte contre le réchauffement de la terre. Augmenter la part du temps libre c'est diminuer celle consacrée à la production et à la consommation. C'est donc diminuer la pollution et l'épuisement des ressources.

La réduction des inégalités

Autre revendication du mouvement social : diminuer les inégalités. Il s'agit là d'ailleurs d'une aspiration largement répandue dans la population comme l'attestent de nombreux sondages. Une telle exigence favorise les objectifs écologiques. La diffusion incessante de produits nouveaux implique une société inégalitaire. Les plus riches s'en approprient dans un but ostentatoire ou de confort. Ces produits se diffusent ensuite dans la population par la vertu du mimétisme et de la publicité. Limiter les inégalités met un frein à l'enflure des biens matériels et bride la surconsommation. Ce qui est confirmé par les statistiques. Les 10 % les plus riches sont à l'origine de l'émission de 43 % des gaz à effet de serre.

Les terrains communs

La diminution du temps de travail et celle des inégalités constituent donc une base solide pour une convergence politique des mouvements sociaux et écologiques. Les considérer seulement sous l'angle de revendications serait cependant une grave erreur. Car il s'agit surtout d'élaborer un modèle pour une société respectueuse de l'homme et de son environnement. Une telle perspective implique la nécessité pour les mouvements sociaux et écologiques de se coordonner déjà sur nombre de problèmes politiques.

A titre de simples exemples :

- Concernant les décisions à caractère écologique, donner la préférence à des mesures législatives ou administratives plutôt que d'utiliser des instruments fiscaux ou monétaires dont les coûts supplémentaires finiront toujours par reposer toujours sur les consommateurs au détriment des couches pauvres.
- Refuser d'associer la recherche publique aux intérêts privés des entreprises mais lui fixer des finalités à caractère social et écologique. C'est l'inverse qui est en train d'être mis en place.
- Fournir les biens publics limités et payants (eau, énergie, etc.) à un prix modéré pour les quantités couvrant les besoins de base, et facturer plus cher et de façon progressive les quantités allant au-delà. L'eau pour une piscine privée ne saurait être facturée au même prix que celle indispensable à la vie de tous les jours.
- Internaliser les coûts sociaux et écologiques notamment concernant les transports et la grande distribution.
- Imposer des normes écologiques pour les bâtiments neufs et des travaux d'isolation des bâtiments anciens générateurs d'emplois non délocalisables.
- Développer le secteur associatif porteur d'harmonie individuelle et sociale. C'est l'inverse qui a lieu actuellement avec la baisse, programmée déjà avant la crise, des subventions accordées par l'Etat aux associations.

DECROISSANCE : UN GROS MOT ?

La décroissance n'est pas un objectif. C'est un moyen de ramener l'empreinte écologique de la population terrestre à son niveau supportable. Rappelons que l'empreinte écologique est la surface nécessaire pour satisfaire ce que consomme un individu. La terre étant un bien public et sa surface limitée il n'est pas pensable qu'une minorité s'en approprie l'usufruit.

Il est aussi illogique de croire à une décroissance infinie qu'à une croissance infinie. D'autant plus que cette décroissance qui n'affecterait que les plus nantis matériellement ne signifie ni chômage ni diminution du bien-être. Car décroissance ne signifie pas absence de développement, mais remplacement d'un développement quantitatif par un développement qualitatif.
Il y aura donc des productions à décourager et d'autres à encourager. A titre de simples exemples :

Les sommes englouties dans l'industrie spatiale seraient certainement mieux utilisées dans la création de crèches, de lieux de vie de proximité pour les personnes âgées, dans l'abandon des franchises de soins et autres forfaits hospitaliers, dans la création de logements sociaux et aux normes écologiques, etc. Selon un sondage Ipsos la majorité des Américains estiment que les budgets consacrés à l'éducation et à la santé sont insuffisants.

La science attire de moins en moins les jeunes générations. Mise au service des multinationales elle perd son aura. Selon le physicien et philosophe Etienne Klein il règne une suspicion de collusion permanente entre la science, le pouvoir et la violence. *« A chaque fois*, dit-il*, qu'une innovation se*

présente, on commence par dresser la liste de ses risques potentiels ». Il est temps de remettre la science au service du social, de l'écologie et du bien-être individuel.

L'emploi ne sera pas le sacrifié d'une économie tournée vers le social et l'écologique. L'application des règles d'isolation dans le bâtiment générerait la création d'un volant d'emplois annuels de plus de 120.000 postes en France. Aux Etats-Unis des chercheurs ont établi que 100 milliards de dollars investis dans des technologies propres permettraient au bout de deux ans une moindre dépendance énergétique du pays et créeraient 2 millions d'emplois, soit quatre fois plus que si cet argent était investi dans l'industrie pétrolière. En France les créations d'emplois dans les énergies renouvelables (éolien, photovoltaïque, biomasse) se chiffreraient en plusieurs centaines de milliers.

Alors, décroissance : un gros mot ?

Le terme est peut-être discutable dans sa forme (politiquement difficile à assumer) et dans son fond (décroissance de quoi ? pour qui ?) Mais probablement a-t-il le mérite de provoquer un choc psychologique indispensable à une prise de conscience.

*